

Retrouvons le sens de la construction européenne
Manifeste du Groupe « Initiative de Chrétiens pour l'Europe » (IXE)

Au lendemain de l'élargissement de l'Union européenne de 2004 qui aurait dû être porteur d'espoir, l'Europe est aujourd'hui confrontée au doute et à la peur. Les difficultés du contexte international, le vieillissement démographique et la montée de l'individualisme et des égoïsmes nationaux fragilisent cette construction.

Au moment où nous nous apprêtons à commémorer le 25 mars 2007, cinquantième anniversaire de la signature des Traités établissant la Communauté Economique Européenne, nous affirmons que la construction européenne demeure fondée sur un projet plus large qui fait sens et qui est toujours de la même brûlante actualité : la réconciliation entre les peuples pour bâtir un espace de paix, de droit, de prospérité et de solidarité, un espace ouvert et au service du monde.

L'Union européenne doit faire face aujourd'hui à de nouveaux défis : une mondialisation économique qui s'accélère, la pauvreté qui persiste ou s'aggrave, particulièrement à ses portes, en Afrique, une immigration massive, des conflits au Proche et au Moyen-Orient, des menaces graves sur l'environnement mondial. Dans ce contexte, le silence ou une action trop timorée de l'Europe serait coupable. Il est donc urgent d'engager une réflexion nouvelle sur le sens du projet européen, d'identifier les comportements qu'il nous faut changer et de nous préparer à assumer une responsabilité à la mesure de notre histoire et de nos potentialités.

1. Un héritage sans projet ?

A la veille du 50ème anniversaire du Traité de Rome, que constatons-nous ? La dynamique européenne est bloquée. L'adoption de l'euro a été un succès mais la réunification historique qu'a réalisée l'Union européenne avec l'adhésion de douze nouveaux Etats membres n'a pas été accompagnée par les réformes institutionnelles nécessaires à son bon fonctionnement, réformes pourtant en chantier depuis 15 ans.

Pourquoi une telle situation ? Le projet européen dispose dans certains pays de moins de soutien et d'adhésion des citoyens. Leur désenchantement à l'égard de l'Europe s'exprime presque partout dans la faible participation aux derniers scrutins européens et constitue la cause majeure du rejet du Traité constitutionnel par deux des États fondateurs –la France et les Pays-Bas- et, au-delà, de la crise actuelle.

Nous, chrétiens en Europe, considérons que cet espace de paix, de prospérité et de solidarité que visait l'établissement de la Communauté Economique Européenne en 1957 est désormais globalement réalisé, mais l'aboutissement du projet en une véritable Union politique est toujours en souffrance. Seule une telle Union nous permettra de relever les défis nouveaux auxquels nous sommes confrontés. Beaucoup craignent qu'elle ne se réduise à une simple autorité de régulation des marchés. En effet, les gouvernements des Etats membres se comportent pour l'instant en rentiers, vivant sur cet extraordinaire héritage, mais tardent à tracer de nouvelles perspectives pour l'Europe.

Les peuples sont pourtant à la recherche du sens de leur vivre ensemble. Il y a 50 ans, ce sont les conflits mondiaux et les menaces du totalitarisme qui ont fourni l'impératif de la réconciliation et de l'unification du continent. Aujourd'hui, les Européens sont devenus plus riches mais ils semblent moins solidaires, l'individualisme sape leur lien social. Face à de nouveaux défis, en ce début du 21ème siècle, seules des valeurs communes et un projet pour une avancée de civilisation pourront leur permettre d'approfondir leur communauté de destin et de faire face à leurs responsabilités mondiales.

2. Les défis d'une croissance solidaire et durable

En fait, il s'agit pour les États européens de garder la maîtrise de leur destin et d'apporter leur contribution à la solution des problèmes de ce temps, dans le concert des nations. A l'heure en effet où les perspectives démographiques européennes à vingt ou trente ans sont celles d'un indiscutable repli, l'ascension de nouvelles puissances mondiales s'opère à une vitesse vertigineuse. Une formidable redistribution des cartes s'opère dans laquelle les puissances moyennes risquent de perdre voix au chapitre. La consolidation et l'approfondissement d'une Union de plus de 480 millions d'habitants nous assureront d'être à la dimension des plus grands acteurs mondiaux et nous permettront de faire face plus sereinement à la mondialisation en en faisant une chance pour tous, et notamment pour les plus défavorisés.

Mais cela suppose aussi que nous ayons la volonté, l'imagination et le courage de proposer un modèle de civilisation plus humaine et de promouvoir des règles qui mettent l'économie au service de l'Homme. Les valeurs auxquelles nous croyons – respect de la personne, liberté, solidarité, démocratie, justice- nous poussent en effet à placer l'Homme au cœur du projet économique et politique européen. C'est pour garantir le développement humain que nos sociétés doivent rechercher une croissance économique forte et soutenable, basée sur la connaissance et l'innovation, dans le respect de notre environnement fragile et de nos ressources naturelles limitées.

La croissance économique est nécessaire pour garantir un niveau d'emploi et de protection sociale élevés en Europe. Elle requiert aujourd'hui, au plus vite, des avancées concrètes, notamment dans la mise en place d'un véritable espace européen de la recherche et de l'innovation stimulant tant pour les universités que pour l'industrie et doté d'un budget communautaire suffisant, ainsi que l'adoption d'une politique énergétique commune pour garantir nos approvisionnements au meilleur prix.

Pour affronter ce dernier problème, qui est mondial, une Europe parlant d'une seule voix serait un partenaire majeur. Elle doit se mettre en mesure de gérer les réserves susceptibles d'amortir des chocs sur un marché volatile, d'intensifier prospection et investissements de raffinement et de promouvoir des énergies alternatives. Elle contribuera ainsi à construire un avenir énergétique soutenable pour la planète.

Trop de citoyens demeurent exclus des avantages de la croissance économique. Nous devons réorienter avec lucidité notre mode de vie individualiste, dominé par la consommation.

Au cœur de notre héritage figurent l'engagement à garantir la dignité de la personne humaine et la lutte contre toute forme d'exclusion. Or, sous la pression de la concurrence internationale, des évolutions technologiques, et avec la généralisation d'un modèle de société de consommation, l'Europe est aujourd'hui menacée par une division entre ceux qui vivent dans le bien-être et la sécurité et ceux, en nombre croissant, que menace la pauvreté matérielle et qui n'ont aucune chance d'être intégrés socialement. L'exigence de justice sociale appelle donc les Etats membres à accompagner la libéralisation du marché par un renforcement progressif des normes sociales, à assumer d'éventuelles réformes des avantages acquis et à éliminer le « dumping social ». La solidarité étant une valeur fondatrice de l'Union européenne, un Traité constitutionnel devrait donc être assorti de dispositions qui mettraient mieux en lumière la dimension sociale, les valeurs et les normes qui, dans la diversité des traditions des différents pays, constituent l'héritage commun. L'Europe doit conserver sa vocation sociale, part essentielle de son identité, et garantir ainsi à chacun et à chacune, quelle que soit son origine sociale, l'accès à une formation, un travail et à une vie décente.

Dans le souci des générations à venir, nous appelons les dirigeants européens à appuyer la croissance économique sur des ressources renouvelables et à mener des politiques budgétaires tournées vers la préparation de l'avenir et à réduire un endettement qui l'hypothèque.

3. Une responsabilité mondiale

Le phénomène de globalisation des échanges économiques, la persistance des conflits dans le monde de l'après guerre froide, les migrations, la pauvreté et les épidémies planétaires représentent des défis inédits pour l'Union européenne. Ils rappellent l'Europe, riche de son héritage chrétien, à sa responsabilité mondiale pour la paix, la solidarité et pour une gouvernance mondiale au service de l'homme. L'Europe doit assumer cette responsabilité dans le monde. Elle doit pour cela revenir à l'essentiel, c'est-à-dire à ses fondements spirituels.

L'Europe, par son histoire récente faite de conflits aujourd'hui surmontés et de démarches de réconciliations fructueuses, a inventé une nouvelle voie dans l'Histoire de l'humanité. Elle est par là source d'espérance. Cet exemple d'union dans la diversité est un modèle qui peut à son tour aider le monde à progresser vers l'unité à travers une mondialisation plus respectueuse des personnes.

L'Europe doit aussi être un modèle en ce qui concerne le vivre ensemble d'êtres humains de cultures et de religions différentes. Dans un monde globalisé, les sociétés européennes sont de plus en plus invitées à s'ouvrir à d'autres cultures et à d'autres religions que les leurs. L'Union Européenne doit se situer dans ces nouvelles réalités, par exemple en favorisant le dialogue interculturel et interreligieux, en ayant conscience que ce dialogue est utile non seulement pour assurer un vivre ensemble dans la paix mais aussi pour enrichir le projet européen lui-même.

Tout cela implique que l'Europe assume trois tâches fondamentales :

- Elle doit être facteur de paix et pour cela développer ses moyens diplomatiques et militaires dans la seule perspective envisageable pour elle : au-delà des fonctions normales de défense, un rôle mondial de prévention et de résolution des conflits, de maintien de la paix et de défense des droits de l'homme partout où ils sont menacés, notamment par les fondamentalismes et le terrorisme. Compte tenu de l'urgence, nous appelons les dirigeants européens à bâtir, non pas dans l'unanimité illusoire mais dans le consensus, une diplomatie européenne appuyée sur une défense qui la rende crédible.

- Elle doit être promotrice de la solidarité internationale et du partenariat pour le développement : l'Europe doit avoir le souci primordial du respect de la parole donnée aux pays les plus pauvres. Elle doit se montrer exemplaire dans le combat pour remplir les objectifs du millénaire en concentrant ses efforts sur la réduction de la pauvreté et en les intensifiant pour atteindre -et le plus vite possible dépasser- le vieil objectif de consacrer 0,7 % du PIB pour le développement.

- Elle doit construire une politique commune de l'immigration fondée sur une approche radicalement nouvelle du problème des migrations, en coordonnant plus étroitement des politiques plus humaines d'accueil et d'intégration des migrants avec des politiques de co-développement beaucoup plus vigoureuses dans les pays d'émigration qui sont les partenaires de l'Europe, dans le cadre en particulier des partenariats avec l'Afrique et l'Amérique Latine.

Au-delà de ces tâches, il en est une qui constitue un véritable défi pour une Europe unie: imaginer, proposer et soutenir la mise en place d'une gouvernance mondiale au service du développement durable. Ce n'est qu'ainsi -en plein respect du principe de subsidiarité- que des problèmes de dimension mondiale pourront être efficacement abordés. Au milieu des turbulences de la mondialisation, l'exemple européen peut offrir un modèle, qu'il s'agisse de ses acquis constitutionnels et monétaire ou de l'application de la méthode communautaire. Les citoyens européens doivent comprendre que la marche du monde s'accélère et qu'il

devient urgent pour l'Europe d'y prendre sa place afin que, sans complexe, elle assume les responsabilités qui correspondent à la vocation de notre continent.

4. Une unité à approfondir

Nous sommes convaincus que l'Europe doit approfondir son unité et retrouver sa cohérence. C'est pourquoi, tout en reconnaissant que la perspective d'adhésion à l'UE de pays candidats est le mobile le plus puissant de réforme et de réconciliation des peuples européens, nous pensons que le bien des membres actuels comme de leurs partenaires nécessite une pause dans les élargissements afin que l'Union se concentre sur ses réformes institutionnelles, ce qui n'exclut pas le renforcement de la coopération avec nos pays voisins. Par le report perpétuel de celles-ci, c'est son existence même qui est menacée. Par la lenteur de leur adaptation aux nouvelles réalités du monde, c'est le poids de l'Europe sur la scène internationale qui est en jeu. Une reformulation des objectifs politiques et culturels de l'Europe est devenue urgente et indispensable.

Au-delà des adaptations institutionnelles, nous attendons des chefs d'Etat et de gouvernement qu'ils définissent une véritable Ethique de la gouvernance européenne.

en préparant les opinions publiques à vivre dans un nouveau cadre institutionnel et à s'approprier les enjeux de l'Europe réunifiée.

en renouvelant la coexistence dynamique entre les institutions européennes et les gouvernements nationaux pour éviter la renaissance des souverainismes.

en réapprenant la subsidiarité, ce qui suppose une responsabilisation des acteurs, notamment au niveau régional, local, et de la société civile.

L'Union européenne ne peut se construire sans les citoyens. Il est donc indispensable d'élargir les espaces de la citoyenneté européenne, en favorisant des formes nouvelles de participation civique, en stimulant la mobilité des jeunes par des échanges scolaires et universitaires et en organisant un large service civique européen.

En outre, la démocratie européenne, qui reste à bâtir, doit reposer sur des institutions efficaces et sur une participation citoyenne forte. Or le manque d'information, voire la désinformation sur le fonctionnement et les compétences de l'Union européenne est dramatique. Il est urgent de fournir aux citoyens d'Europe les moyens de comprendre et d'agir au sein d'une démocratie européenne.

La transformation des consciences à l'égard de l'Europe suppose une réhabilitation du politique et une mobilisation des tous les acteurs potentiels d'une communication positive, claire, persévérante et complète, pour faire percevoir l'Europe comme plus proche et permettre à chacune et à chacun de prendre mieux conscience de sa propre identité européenne.

Nous pensons que ce changement des mentalités ne dépend pas seulement de nos dirigeants politiques. A leur niveau, les acteurs de la société civile doivent aussi prendre des initiatives : ils peuvent exercer dès maintenant une influence décisive.

C'est pourquoi nous appelons

les hommes et femmes politiques à intégrer la dimension européenne au coeur de leurs stratégies et dans leurs discours,

les médias à mettre en avant l'Europe, en en faisant mieux connaître les différents pays, les différentes cultures ; à mieux faire connaître aussi la nature et le fonctionnement des institutions européennes.

les éducateurs à intégrer la dimension européenne dans leurs enseignements, sans attendre une réforme de leurs supports pédagogiques.

les différents acteurs de la vie culturelle à multiplier les échanges transfrontaliers ou transnationaux.

tous les responsables de la société civile à inscrire leurs actions et leurs réalisations dans une perspective européenne.

Représentants de divers mouvements et organisations européennes d'inspiration chrétienne,, nous lançons cet appel pour une nouvelle prise de conscience chez tous les citoyens de l'Union européenne. La vision des pères fondateurs de l'Europe n'est pas une affaire du passé. C'est le projet d'avenir que notre continent attend ; porteur d'espérance pour le monde en ce début de 21ème siècle. C'est un héritage aujourd'hui menacé. Nous devons lui rendre vie et le transmettre aux Européens et au monde. Nous souhaitons travailler pour cela avec tous ceux qui partagent cet objectif.

Bruxelles, janvier 2007,

Michel Camdessus

Président des Semaines Sociales de France France

Hans Joachim Meyer

Président du Comité central des Catholiques allemands Allemagne

Jean-Marie Brunot

Membre du Bureau des Semaines Sociales de France Coordinateur du Groupe IXE France

Alain Heilbrunn

Membre du Bureau des Semaines Sociales de France France

Luca Jahier

Présidence nationale des ACLI Secrétaire national de Retinopera- Italie

Wilhelm Rauscher

Bureau du ZdK (Zentralkomitee der deutschen Katholiken)-Allemagne

María Luisa LLadó de Sols
Asociación Católica de Propagandistas - Espagne

Henryk Woźniakowski
Editions ZNAK Pologne

Antoine Arjakovsky

Directeur de l'Institut d'Etudes Œcuméniques Université Catholique d'Ukraine Ukraine

Theo Peporté
Luxembourg

Anna Kolkova
Editions LUC Slovaquie

Neven Simac

Cercle Académique Chrétien Croatie

Pedro Sols

Conseiller National de la ACdP (Asociación Católica de Propagandistas) -Espagne

Piotr M. A. Cywinski

Président du KIK – Club de l'Intelligentsia Catholique- Pologne

Franco Garelli

Secrétaire Semaines Sociales des Catholiques italiens Italie

IXE-Initiative de Chrétiens pour l'Europe

Qu'est-ce que le Groupe IXE ?

Au cours des années 90, les Semaines Sociales de France ont pris conscience du fait que les problèmes de société ne pouvaient désormais être étudiés et débattus qu'en les situant dans le contexte international et, en premier lieu, dans le contexte européen.

Les échanges engagés fin 1999 entre les Semaines Sociales de France et le Comité Central des Catholiques Allemands, le ZdK, ayant montré que les deux organisations partageaient profondément les mêmes préoccupations, leurs deux présidents signaient, au mois de mai

suivant, un *Manifeste pour une conscience européenne* qui a été le point de départ d'un processus original.

Ce processus a permis la constitution progressive d'un réseau de « chrétiens sociaux » venant de l'Ouest, du Centre et de l'Est de l'Europe, un réseau informel dont le premier objectif est de permettre à ses membres *de mieux se connaître et de mieux se comprendre* malgré la diversité de leurs sensibilités, de leurs histoires et de leurs cultures.

Le second objectif de ce réseau est de constituer *un lieu d'observation critique de l'évolution de la construction européenne*, un lieu de réflexion en référence aux principes de la pensée sociale de l'Eglise afin de pouvoir, chaque fois que possible, s'exprimer et faire des propositions

Enfin, ce réseau est appelé à se mobiliser pour *contribuer au succès de grandes manifestations à dimension européenne*. Ce fut le cas en septembre 2004 pour la session du centenaire des Semaines sociales de France où le réseau assura la présence d'un millier de participants venant de pays européens autres que la France. Ce fut aussi le cas pour le Katholikentag de Sarrebruck, en mai 2006, dans le cadre du secteur thématique consacré à la place de la Justice dans la nouvelle Europe. C'est actuellement le cas à travers un partenariat avec la Commission des Episcopats de la Communauté Européenne (COMECE) pour la préparation d'une manifestation commémorant le 50^{ème} anniversaire du Traité de Rome, à Rome, en mars 2007.

Depuis juin 2002, ce réseau est animé par un Groupe de Travail qui regroupe aujourd'hui les représentants de douze pays européens et de la Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE). Ce Groupe est en relation étroite avec les responsables des Semaines Sociales d'Espagne et d'Italie.

C'est ce Groupe qui, réuni à Luxembourg en mars 2006, a pris le nom d' « Initiative de Chrétiens pour l'Europe », dénomination auquel correspond le sigle IXE.